

Liste des vingt-cinq ordonnances prises en application de la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19 le 25 mars 2020	
n°2020-303	portant adaptation des règles applicables devant les juridictions pénales.
n°2020-304	portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété.
n°2020-305	portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif
n°2020-306	relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.
n°2020-307	relative à la prorogation des mandats des conseillers consulaires et des délégués consulaires et aux modalités d'organisation du scrutin.
n°2020-315	relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure
n°2020-316	relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels et commerciaux des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de Covid-19.
n°2020-317	portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation.
n°2020-318	portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de Covid-19.
n°2020-319	portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19.
n°2020-321	portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19.
n°2020-320	relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques.
n°2020-309	relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale.
n°2020-310	portant dispositions temporaires relative aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants.
n°2020-311	relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.
n°2020-312	relative à la prolongation des droits sociaux.
n°2020-313	relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux.
n°2020-322	adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation.
n°2020-323	portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos.
n°2020-324	portant mesures d'urgence en matière des revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail.
n°2020-326	relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.
n°2020-330	relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19.
n°2020-328	portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour.
n°2020-331	relative au prolongement de la trêve hivernale.
n°2020-329	portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole.